



Bulletin d'information du Groupe Indépendant Libéral et Démocratique

CONGRES DES POUVOIRS LOCAUX ET REGIONAUX – CONSEIL DE L'EUROPE

NOVEMBRE 2024

DÉFENDRE LA DÉMOCRATIE

Dans ce numéro :

Défendre la
démocratie

Echange de vues
avec le
Commissaire aux
droits de l'homme

Les travaux de la
rapporteuse
adjointe sur les
droits humains

La lutte
inébranlable pour
la paix et la liberté

Le besoin de
partenariats avec
l'Ukraine

« Bridges of
solidarity »

La coopération
renforcée entre
régions françaises
et ukrainiennes

La démocratie,
l'intégrité et
l'intégration
européenne

Les rapporteurs
du groupe GILD

La République de
Moldova : avant le
référendum

Garantir les
services d'intérêt
général dans des
zones rurales

Stewart Dickson, Président du groupe GILD



Ce bulletin met en lumière deux dates importantes. La première est le **25^e anniversaire de la création de l'institution de Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe**, qui a été célébré le 21 novembre 2024. J'ai un grand plaisir de noter que le 14 octobre, le groupe GILD a eu l'honneur d'accueillir le Commissaire O'Flaherty pour un échange de vues. C'était la première fois que le Commissaire s'adressait à notre groupe politique, soulignant ainsi le rôle essentiel des pouvoirs locaux et régionaux dans la promotion des droits humains. Les droits humains ont une forte dimension locale, notamment en ce qui concerne leur mise en œuvre—qu'il s'agisse de l'accueil et de l'intégration des migrants, de la lutte contre les discriminations ou de la protection des minorités et des groupes vulnérables.

La deuxième date est profondément triste. **Le 19 novembre a marqué 1 000 jours de guerre en Ukraine**, déclenchée par la Russie. Mille jours de souffrances, mais aussi de résilience et de courage extraordinaires de la part du peuple ukrainien. De manière remarquable, et sans coordination préalable, cinq des contributions de ce bulletin portent sur l'Ukraine. Cela reflète combien l'Ukraine occupe toujours—et à juste titre—une place centrale dans nos engagements.

A cette occasion, je tiens à remercier Marc Cools, président libéral du Congrès. Par vos efforts pour promouvoir la participation des jeunes, par votre travail avec les dirigeants des associations locales nationales, et par votre engagement inébranlable visant à affirmer l'autorité du Congrès comme une assemblée politique du Conseil de l'Europe, vous renforcez notre organisation. Nous apprécions également votre participation active continue au sein de notre groupe et vous remercions pour l'excellente coopération.

J'adresse également mes remerciements à tous nos responsables et membres du groupe, et tout particulièrement à celles et ceux qui durant cette année ont contribué à notre bulletin en partageant leurs idées et les résultats de leurs efforts. Nous sommes immensément fiers du travail que vous accomplissez.

Je souhaite encore une fois la bienvenue à tous les nouveaux membres, en les invitant à participer activement à notre mission commune. J'encourage également tous les collègues du Congrès partageant notre engagement envers la démocratie et les droits humains à nous rejoindre sans attendre !

Alors que nous approchons de la fin d'une autre année politique et calendaire, je souhaite à chacun un peu de repos et du temps en famille.

Cependant, en exprimant ces vœux, je ne peux m'empêcher de penser à tous les défis auxquels nos membres, groupes politiques et partis sont confrontés dans un monde très incertain—en particulier la guerre d'agression russe en cours en Ukraine et la tragédie des récentes inondations en Espagne, pour n'en citer que deux.

En tant que membres de notre famille politique, nous comprenons les immenses défis auxquels les autorités locales sont confrontées pour offrir des services de qualité à nos citoyens, même en temps normal. Ces défis sont encore amplifiés lorsque nous sommes confrontés à la guerre, aux menaces sécuritaires, à l'instabilité politique ou aux catastrophes causées par le changement climatique.

Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe : [mandat](#)

[Suivre](#) les travaux du Commissaire

[25^e anniversaire](#) de l'institution du Commissaire aux droits de l'homme



LA DIMENSION LOCALE DES DROITS HUMAINS : LE GROUPE GILD DISCUTE AVEC MICHAEL O'FLAHERTY, COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME

Lors de sa réunion le 14 octobre, le groupe GILD a eu l'honneur de recevoir Michael O'Flaherty, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, pour un échange de vues sur la dimension locale des droits humains.

« Le travail du Commissaire est principalement orienté vers nos États membres et leurs gouvernements. Cependant, les droits humains ont une dimension locale évidente, notamment en ce qui concerne leur mise en œuvre – que ce soit dans l'accueil et l'intégration des migrants, la lutte contre les discriminations, y compris dans les écoles, ou la protection des minorités et des groupes vulnérables. De plus, le plus souvent les violations des droits humains se produisent au niveau local, et il revient aux autorités locales de relever ces défis dans leur travail quotidien », a déclaré le président du GILD, Stewart Dickson, dans ses remarques introductives.

C'était la première fois que le Commissaire aux droits de l'homme

s'adressait au groupe GILD, et nous avons grandement apprécié son appel à une action commune et à des contacts réguliers avec le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux.

« Le Commissaire a commencé son intervention en nous rappelant – et en citant la déclaration d'Eleanor Roosevelt de 1958 – que les droits humains universels commencent dans de petits lieux, près de chez nous. Nous sommes entièrement d'accord. Le Commissaire nous a également mis en garde contre le fait que la passion pour les droits humains diminue, et qu'il est de notre devoir



quotidien de veiller à ce que la dignité humaine, ancrée dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, demeure le socle solide de nos sociétés », a rappelé Stewart Dickson.

DROITS HUMAINS DANS LES TRAVAUX DU CONGRÈS

Mélanie Lepoutier, Rapporteure adjointe du Congrès sur les droits humains



Rencontre avec Marko Bošnjak, Président de la CEDH

À la suite du 4e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe en mai 2023, le Congrès a renforcé ses activités dans le domaine de la protection des droits humains au niveau local et régional, en nommant notamment une rapporteure permanente sur les droits humains et deux rapporteurs permanents adjoints. Mélanie Lepoutier, rapporteure permanente adjointe au nom du groupe GILD, présente ses activités dans le cadre de son mandat.

Les 10 et 11 juillet 2024, ensemble avec mes deux collègues rapporteurs permanents du Congrès sur les droits humains, j'ai effectué une visite d'étude auprès des différents départements du Conseil de l'Europe en charge de ces questions. L'objectif était de mieux connaître et comprendre les actions menées ainsi que de sensibiliser ces services au rôle des élus locaux et régionaux dans la mise en œuvre des droits humains dans les politiques publiques locales. Nous avons notamment rencontré le président de la Cour Européenne des Droits de l'Homme, Marko Bošnjak, afin d'évoquer avec lui le suivi des arrêts de la cour au niveau local et régional. Cette visite avait pour but de renforcer la coordination des travaux du Congrès avec ceux des différentes entités du

Conseil de l'Europe sur la question des droits humains.

En outre, dans le cadre de mon mandat, j'ai eu l'opportunité de me rendre à Sarajevo pour effectuer un bilan d'un projet mené par le Congrès en Bosnie-Herzégovine. Les élus locaux ont ainsi pu faire part de leurs difficultés dans la mise en œuvre des droits humains, qu'il s'agisse des droits des femmes, des enfants ou encore des minorités.

Fin octobre, à l'occasion d'une réunion dans le cadre de la campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes, j'ai pu évoquer la question des journalistes locaux qui, notamment en Ukraine, se retrouvent directement sur la ligne de front et sont nos principaux pourvoyeurs d'information. Ce fut également l'occasion d'aborder le droit à une information fiable que chaque Etat membre doit garantir à ses citoyens et le rôle des autorités locales dans la protection de ce droit et des journalistes.

UKRAINE : LA LUTTE INÉBRANLABLE POUR LA LIBERTÉ ET LA PAIX

Mykola Lukashuk, Ukraine, Président du Conseil régional de Dnipropetrovsk, premier vice-président de l'association Ukrainienne des collectivités locales « Association ukrainienne des conseils de district et de région »



Cela fait déjà trois ans que l'Ukraine mène une lutte sans relâche pour son indépendance et son intégrité territoriale. L'invasion par la Russie en février 2022 est devenue un défi non seulement pour les Ukrainiens, mais aussi pour l'ensemble du monde démocratique. Les bombardements quotidiens, la destruction des infrastructures et la mort de civils ne sont qu'une partie de la terrible réalité à laquelle notre pays est confronté. Cependant, les Ukrainiens font preuve d'un courage et d'une unité inébranlables dans leur lutte pour la liberté.

Pendant la guerre, près de 4 500 alertes aériennes ont été déclenchées dans la région de Dnipropetrovsk, dont la plus longue a duré environ 12 heures. Plus de 8 500 attaques ennemies ont été enregistrées, dont environ 700 missiles et plus de 1 700 drones kamikazes. Les bombardements ennemis ont endommagé près de 21 000 bâtiments, installations et systèmes de communication, dont 800 ont été complètement détruits. La Russie utilise impitoyablement les missiles balistiques, les systèmes Iskander et les drones Shahed pour terroriser la population ukrainienne.

Les attaques quotidiennes contre le district de Nikopol, qui n'est séparé des occupants que par le fleuve Dnipro, sont des actes de terreur délibérés contre les Ukrainiens. Cachée derrière la centrale nucléaire d'Enerhodar occupée, la Fédération de Russie bombarde sans relâche les habitants de Nikopol avec de l'artillerie et des drones kamikazes, dans le but d'établir une atmosphère

de peur et d'incertitude. La Russie cherche à démoraliser la population de la région de Dnipropetrovsk par tous les moyens possibles afin de compliquer l'accès aux produits de première nécessité, d'exacerber les problèmes humanitaires, de faire pression sur les autorités locales et de provoquer un afflux de réfugiés.

Les attaques contre les infrastructures civiles - écoles, hôpitaux, hôtels, immeubles résidentiels - sont devenues monnaie courante. Les occupants croient que la peur nous brisera. Parmi les nombreux crimes odieux commis par les envahisseurs, rappelons l'attaque d'un immeuble résidentiel dans la ville de Kryvyi Rih, qui a entraîné la mort d'une mère de 32 ans et de ses trois enfants : des garçons de 10 ans et de 2 ans et d'une petite fille de 2 mois. Des tragédies similaires se déroulent un peu partout : Kyiv, Kharkiv, Odessa, Lviv... Ces attaques ne sont pas seulement des crimes de guerre, elles relèvent de la destruction délibérée de civils. L'objectif de l'ennemi est de créer une catastrophe humanitaire.

L'un des principaux fronts de cette guerre est le secteur énergétique. Les missiles et les drones russes visent systématiquement les centrales, les sous-stations et les lignes électriques, privant des millions de personnes d'électricité, de chauffage et d'eau. Au cours des périodes les plus difficiles, les Ukrainiens ont été contraints de vivre sans électricité pendant plus de 12 heures par jour.

Malgré cela, l'Ukraine fait preuve d'une incroyable résilience : depuis le début de la guerre, l'électricité a été rétablie pour 1,7 million de foyers

dans la seule région de Dnipropetrovsk, soit l'équivalent de la quasi-totalité de la population de Berlin. Cependant, l'ennemi ne faiblit pas. La Russie stocke des missiles en vue de nouvelles attaques massives et tente de paralyser le secteur énergétique ukrainien cet hiver.

Les dommages causés à l'économie ukrainienne se chiffrent en centaines de milliards de dollars. Le Programme des Nations unies pour le développement estime que le redressement et la reconstruction complets du pays coûteront 486 milliards de dollars. Cela exigera des efforts titanesques de la part de l'Ukraine et de nos partenaires internationaux.

Malgré tout, l'Ukraine continue de se battre. La communauté internationale lui prête main forte : les armes, le soutien financier et l'aide humanitaire sont indispensables à notre lutte. Nous sommes profondément reconnaissants à nos partenaires internationaux pour leur soutien !

Les Ukrainiens ne défendent pas seulement leur patrie, mais aussi les valeurs démocratiques du monde entier. Notre foi en la victoire reste inébranlable. Avec nos partenaires internationaux, nous tiendrons bon, nous vaincrons l'agresseur et nous rétablirons la paix dans notre pays. Cette guerre a démontré que la liberté et la dignité humaine sont les valeurs les plus précieuses et qu'elles valent la peine d'être défendues par nous tous.

Nous gagnerons. L'Ukraine l'emportera. La paix reviendra.



MULTIPLIER LES PARTENARIATS AVEC DES VILLES ET DES RÉGIONS UKRAINIENNES

Marc Cools, Président du Congrès

La guerre d'agression de la Russie apporte chaque jour son lot terrible de destructions et de victimes en Ukraine. Un chiffre parmi d'autres : 80.000 personnes ont besoin de prothèses en Ukraine. Les défis de reconstruction d'écoles, de logements, de centres de réhabilitation... sont énormes. La destruction systématique des infrastructures énergétiques alors que nous nous approchons de l'hiver rend nécessaire la livraison aux populations civiles de groupes électrogènes.

Des partenariats, des jumelages entre des villes et des régions partout en Europe avec des villes et des régions ukrainiennes peuvent contribuer à faire face à ces besoins humanitaires. Beaucoup de partenariats dans ce sens existent déjà. Ils doivent encore être plus nombreux. **En développant**

des partenariats avec des villes et régions ukrainiennes nos villes et régions ne remplissent pas seulement un devoir de secours à des populations en détresse dans un pays proche de nous, elles créent des liens d'amitié avec les collectivités territoriales ukrainiennes concernées par ces partenariats. C'est ce que j'ai rappelé le 13 novembre dernier à Strassen au Grand-Duché de Luxembourg au Forum International « Bridges of Solidarity : Humanitarian and Social Initiatives from Cities to Cities ». Merci à la ville de Strassen d'avoir pris l'initiative de ce Forum dont Martine Dieschburg-Nickels, vice-présidente libérale du Congrès, a été une des chevilles ouvrières.

Les partenariats avec des villes et régions ukrainiennes sont nécessaires



pour compléter les initiatives de solidarité que prennent déjà certains de nos concitoyens ou celles que prennent nos différents pays européens, des organisations internationales comme la Croix-Rouge, Médecins Sans Frontières, ou encore la Banque Européenne d'Investissement. **L'expérience a montré le caractère très concret et utile des partenariats locaux. Multiplions-les !**

BRIDGES OF SOLIDARITY

Martine Dieschburg-Nickels, Luxembourg, Vice-Présidente du Congrès



Après 1000 jours de guerre en Ukraine, il est grand temps d'accorder une attention accrue au sort de la population civile ukrainienne et de ses municipalités.

Considérant les défis relevés lors des deux dernières années pour mettre en place avec succès des projets sociaux et humanitaires afin de fournir de l'aide aux Ukrainiens et consciente que nombre d'organisations et associations qui œuvrent pour la même cause ont relevés des défis similaires, la Commune de Strassen a voulu partager son expérience et développer des stratégies conjointes avec d'autres acteurs sur le terrain. C'est ainsi qu'est née l'idée du Forum international « [Bridges of Solidarity](#) ».

Ainsi, la journée du 13 novembre 2024 a été placée sous le signe de l'aide humanitaire et sociale. Elle a réuni des élus locaux comme les

maires de Boutcha, de Lviv et de Skadovsk, des jeunes qui ont fui l'Ukraine et qui vivent maintenant au Luxembourg, un adolescent ukrainien blessé lors d'une attaque russe, deux vétérans de guerre ukrainiens qui sont suivis par le centre de réhabilitation « Superhumans », le directeur général de l'Hôpital clinique régional d'Odessa, des membres du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, l'Ambassadrice de l'Ukraine pour la Belgique et le Luxembourg, de nombreux représentants d'ONG, le Ministre de la Famille du Luxembourg et d'autres participants comme des directeurs d'école qui ont accueilli les jeunes étudiants réfugiés.

Lors des discours officiels dont celui du président du Congrès Marc Cools, ainsi qu'à l'occasion des cinq tables rondes auxquelles ont participé entre autres, Bernd Vöhringer, président de la Chambre des Pouvoirs Locaux du Congrès, Gudrun Mosler-Törnström, rapportrice permanente sur les droits humains auprès du Congrès, et

Oksana Derkach, Vice-Présidente de la Chambre des Pouvoirs Locaux, il est ressorti clairement à quel point il est important de soutenir les citoyennes et citoyens ukrainiens et ce à des niveaux multiples : dans la reconstruction de bâtiments et d'infrastructures, par la fourniture de moyens de transport, au niveau médical en fournissant le matériel nécessaire pour pouvoir garantir la prise en charge des civils et militaires blessés, dans la mise en place de soutien psychologique pour une population qui est traumatisée par presque trois ans de guerre. La liste des besoins est longue !

En résumé, « Bridges of Solidarity » était un événement exceptionnel. La journée fut marquée par les témoignages poignants de jeunes, d'anciens combattants, d'élus locaux et de membres des ONG qui s'engagent sur le terrain. Elle s'est terminée par la signature de trois partenariats entre la Commune de Strassen et les villes de Boutcha, Lviv et Skadovsk. Une cérémonie importante, soulignant l'amitié et la solidarité et transmettant un message d'espoir : Nous sommes avec vous! Aujourd'hui et dans le future !

LES RÉGIONS DE FRANCE ET LES OBLASTS UKRAINIENS SIGNENT UNE CONVENTION DE COOPÉRATION RENFORCÉE

Informations communiquées par Christian Debève, Conseiller de la Région Grand Est

Le 26 septembre 2024 à Strasbourg, dans le cadre du Congrès des Régions de France, Carole Delga, présidente de Régions de France et de la Région Occitanie, et Tetiana Yehorova-Lutsenko, présidente de l'Association ukrainienne des Conseils de District et de Régions (UAROR) et de l'Oblast de Kharkiv, ont signé une convention de coopération renforcée. Cet accord marque l'aboutissement d'une initiative pilotée par le Président de la Région Grand Est Franck Leroy visant à renforcer la coopération entre les régions françaises et ukrainiennes pour soutenir les populations touchées par la guerre et pour préparer la reconstruction de l'Ukraine.

La signature de la convention a réuni l'ensemble des présidents des régions françaises et les présidents de 14 oblasts et conseils de district

d'Ukraine, dont ceux fortement affectés par la guerre, comme ceux de Kharkiv, de Kherson et de Tchernihiv. La visite d'un aussi grand nombre de présidents de région, une première depuis le début de la guerre en 2022, a permis de consolider les partenariats existants et d'en établir de nouveaux. Dès le début de la guerre, les régions de France se sont mobilisées pour soutenir les Ukrainiens, que ce soit via des aides d'urgence ou des projets de coopération à moyen terme, comme

26 SEPTEMBRE 2024

[Communiqué de presse] Les Régions de France et les Oblasts Ukrainiens formalisent leur coopération renforcée lors du Congrès de Strasbourg



celui initié entre la Région Grand Est et l'Oblast de Kharkiv.

[Communiqué de presse](#)

DÉMOCRATIE, INTÉGRITÉ ET INTÉGRATION EUROPÉENNE POUR L'UKRAINE

Jimmy Moloney, Irlande, Porte-parole adjoint sur l'éthique et la prévention de la corruption



Le 15 octobre, en ma qualité de porte-parole adjoint du Congrès sur l'éthique et la prévention de la corruption, lors de mon intervention vidéo à la table ronde sur la démocratie, l'intégrité et l'intégration européenne de l'Ukraine, j'ai présenté un aperçu des travaux du Congrès dans ce domaine. Cette discussion a été organisée par la ville de Fastiv et le Comité de la Rada ukrainienne sur l'organisation du pouvoir d'État,

l'autonomie locale, le développement régional et l'urbanisme.

La table ronde a réuni des députés ukrainiens, des représentants du ministère du Développement des communautés et des territoires, ainsi que de l'Agence nationale de lutte contre la corruption. Elle a offert l'occasion de présenter les principaux résultats de l'initiative locale financée par le Congrès : un code local de lutte contre la corruption qui sera proposé comme modèle unifié pour toutes les municipalités ukrainiennes.

J'ai félicité la ville de Fastiv pour les résultats obtenus, notamment dans la mise en place du code local de lutte contre la corruption et d'un chatbot sur la corruption. Ce chatbot permet aux utilisateurs de consulter la législation et les pratiques en matière de lutte contre la corruption et de signaler aux autorités des cas présumés de corruption.

Un gouvernement local ouvert et une éthique publique solide sont essentiels pour renforcer la confiance dans les institutions. Les gouvernements locaux, les élus locaux et les fonctionnaires jouent un rôle crucial dans la promotion de la confiance et de la participation citoyenne.

Le professionnalisme et l'intégrité des élus et fonctionnaires locaux, ainsi que leur capacité à agir de manière

transparente, prompt et responsable, sont des principes fondamentaux de la démocratie et de la bonne gouvernance. Ils sont indispensables pour fournir aux citoyens des services équitables, justes et de qualité. Afin de mettre des outils concrets à disposition des élus et fonctionnaires locaux, le Congrès a adopté le [Code de conduite européen pour toutes les personnes impliquées dans la gouvernance locale et régionale](#). Ce code établit des principes et des normes éthiques et réaffirme notre engagement dans la lutte contre la corruption dans nos villes et régions. En outre, le Congrès a publié une série de brochures thématiques et un manuel sur le [gouvernement local ouvert](#) et l'éthique en Ukraine, qui contient des mesures pratiques pour réduire la corruption au niveau local et améliorer l'éthique publique.

Il a été très encourageant de constater que l'Ukraine, même en temps de guerre, travaille sans relâche à faire progresser la démocratie locale et la bonne gouvernance, et, ce faisant, à promouvoir et défendre nos valeurs européennes.

Plus d'informations sur le gouvernement local ouvert et éthique publique disponibles en [anglais](#) et en [ukrainien](#)

47^{ÈME} SESSION DU CONGRÈS: RAPPORTS PRÉPARÉS PAR LES MEMBRES DU GROUPE GILD

Nous saluons la participation très active des membres du GILD à la préparation des rapports lors de la 47^{ème} session du Congrès, qui s'est tenue à Strasbourg du 15 au 17 octobre 2024. Nous remercions tous nos rapporteurs. Les documents sont accessibles sur ce [site web](#).

Carla DEJONGHE, Belgique, R, corapporteure

Vieillesse des communautés – garantir l'accès des personnes âgées à une aide sociale de qualité

Stewart DICKSON, Royaume-Uni, R, co-rapporteur

Problèmes récurrents recensés dans les évaluations consécutives aux missions de suivi de la Charte européenne de l'autonomie locale et d'observation d'élections du Congrès (période de référence 2021-2024)

Martine DIESCHBURG-NICKELS, Luxembourg, L, corapporteure

Vérification des pouvoirs des nouveaux membres

La guerre d'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. La destruction du patrimoine culturel en Ukraine

Linda GILLHAM, Royaume-Uni, L, corapporteure

Favoriser l'économie circulaire aux niveaux local et régional

Matthias GYSIN, Suisse, L, corapporteur

Suivi de l'application de la Charte européenne de l'autonomie locale en Islande

Suivi de l'application de la Charte européenne de l'autonomie locale à Malte

Randi MONDORF, Danemark, R, corapporteure

Intégration des perspectives des jeunes dans la vie démocratique locale et régionale

Gobnait NI MHUIMNEACAIN, Irlande, L, co-rapporteure

Suivi de l'application de la Charte européenne de l'autonomie locale en Lettonie

QUELQUES RÉFLEXIONS AVANT LE RÉFÉRENDUM...

Alexandr Tarnavski, République de Moldova, Région de Gagauzie



On 20 October 2024, the Republic of Moldova will hold a referendum on amending the Constitution to enshrine the country's course toward European integration. Although this plebiscite is not legally binding, it carries significant importance for the future of a country situated at the crossroads of

geopolitical interests. Approximately 60% of the population supports freedom and European integration, but a substantial portion—around 40%—nostalgically looks to the past and envisions Moldova's future in close ties with the Russian Federation.

This referendum aims to resolve a debate that has lasted more than 30 years and to help unite Moldovan society around a common goal. I pay particular attention to the situation in the territorial autonomy of Gagauzia. Despite the fact that European integration offers new opportunities, especially for small ethnic groups and minorities, the Gagauz population remains skeptical and even hostile to this course.

Although the European Union is one of Gagauzia's largest donors (second only to Türkiye), and EU membership provides strong guarantees for preserving and developing Gagauz

culture, propaganda, stereotypes, and the vested interests of the autonomy's leadership have resulted in the overwhelming majority of Gagauz people opposing European integration. The situation in Gagauzia vividly illustrates how the absence of a national programme to inform citizens about the benefits of European integration and the lack of minority participation in national processes can undermine the impact of European investments and support.

To this day, the Gagauz community remains insufficiently informed about the Copenhagen criteria applied to candidate countries for EU membership, particularly those concerning human rights and minority protections. These criteria include key rights such as preserving cultural identity, access to education in native languages, equal participation in governance, and much more.

The information vacuum in Gagauzia regarding European integration serves as an important lesson for the European Union. It underscores the

need to popularize and inform populations of future candidate countries about the advantages of the European choice—not only for the

majority nation but also for national minorities.

L'EXODE DES SERVICES D'INTÉRÊT GÉNÉRAL DES ZONES RURALES : LES LEÇONS DE LA RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Viorel Furdui, directeur exécutif du Congrès des autorités locales de la République de Moldova, conseiller municipal de Straseni

Les services d'intérêt général (SIG) sont des services essentiels tels que l'accès à l'eau, la gestion des déchets, les soins de santé, l'éducation, les transports et l'énergie. Ces services sont impératifs pour le développement durable, mais ils sont souvent inaccessibles dans les zones rurales, en particulier dans les pays où le niveau de développement



économique et de dépenses publiques est faible, comme la République de Moldova. Avec plus de la moitié de sa population résidant dans des zones rurales, la Moldavie est confrontée à de nombreux défis tels qu'un taux de chômage élevé, des infrastructures médiocres et un accès limité aux services publics, qui exacerbent l'exode et la marginalisation ruraux. Le cas de la République de Moldova illustre la nécessité urgente de s'attaquer aux facteurs qui nuisent à la qualité des réformes des SIG afin d'éviter qu'elles n'échouent.

Les principaux facteurs de l'exode des SIG :

*Sous-évaluation de l'importance des zones rurales

Les zones rurales sont souvent sous-évaluées, et la rentabilité des investissements dans les petites communautés rurales est remise en cause. Cela a favorisé les politiques discriminatoires qui limitent l'accès des zones rurales aux financements et aux opportunités de développement. En Moldavie, les zones rurales ne sont pas seulement des espaces d'activité économique, mais aussi des réserves vitales de la

culture et de la tradition. Une approche équilibrée est nécessaire pour garantir le développement équitable des territoires.

*Interprétation erronée de l'urbanisation

Le terme « urbanisation » est associé à des notions de progrès et de modernisation. Cependant, l'urbanisation ne doit pas entraîner l'exode rural ni éroder l'identité rurale. Au contraire, elle doit intégrer les qualités urbaines dans les zones rurales, en offrant un accès égal aux services publics tout en préservant les valeurs rurales. L'urbanisation doit être inclusive et favoriser une relation symbiotique entre les zones rurales et urbaines.

*Impact des réformes territoriales radicales

Les réformes administratives et territoriales visant à améliorer les SIG se retournent souvent contre leurs auteurs lorsqu'elles sont mal préparées ou imposées sans consultation. Les effets négatifs comprennent la réduction de l'accessibilité des services, la perte de l'identité locale et le mécontentement du public. Les réformes durables devraient se concentrer sur des

changements progressifs et inclusifs plutôt que sur des fusions abruptes.

*Défis de l'expertise internationale

Si l'expertise internationale a apporté une contribution précieuse à l'élaboration des stratégies des réformes, la République de Moldova éprouve des difficultés à les mettre en œuvre en raison d'une dépendance excessive à l'égard des consultants externes et d'un manque d'appropriation au niveau local. Les réformes doivent donner la priorité à des résultats concrets, en s'appuyant sur les connaissances locales et en responsabilisant les acteurs locaux.

Action publique et mesures spéciales

*Investissement dans les zones rurales

Les politiques publiques devraient se concentrer sur l'amélioration des infrastructures, de la connectivité et des fournisseurs de services locaux. Le soutien aux économies rurales et l'autonomisation des communautés permettront de créer des voies de développement durable.

***Décentralisation et démocratie locale**

La gouvernance décentralisée garantit que les ressources sont allouées efficacement, que les programmes sont adaptés aux besoins de la communauté et que les citoyens ont leur mot à dire dans la prise de décision. Le renforcement de la démocratie locale est essentiel pour un développement rural inclusif.

***Coopération intercommunale**

La collaboration entre les municipalités - en particulier dans un paysage administratif et territorial aussi fragmenté et diversifié que celui de la République de Moldova - favorise l'efficacité, le partage des ressources et l'amélioration de la qualité des services. Contrairement aux réformes territoriales radicales, cette approche respecte les identités locales et favorise un développement progressif.

***Renforcement des autorités locales. Le rôle clé de l'Association nationale des collectivités locales et régionales**

Les autorités locales et régionales, ainsi que leurs associations, jouent un rôle central dans la planification et la fourniture de SIG adaptés aux besoins de la communauté. Ces associations sont essentielles pour la défense des intérêts, le renforcement des capacités, l'élaboration de l'action publique et la promotion de la cohésion sociale et territoriale. Elles favorisent également les partenariats entre le public, le privé et la société civile et contribuent au suivi et à l'évaluation de la prestation de services.

Pour maintenir la cohésion socio-économique, le renforcement de ces associations est vital. Le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux doit contribuer au renforcement de leurs capacités et à leur développement institutionnel, en particulier en Europe

de l'Est. Les associations nationales devraient être activement impliquées dans la mise en œuvre des programmes du Conseil de l'Europe, qui doivent également inclure des éléments visant à renforcer leurs capacités et leur résilience institutionnelle. Des associations habilitées peuvent mener efficacement des efforts pour lutter contre l'exode des SIG des zones rurales, en garantissant un accès équitable aux services vitaux.

L'expérience moldave souligne l'importance cruciale de relever les défis des SIG dans les zones rurales. En donnant la priorité à la gouvernance décentralisée, en encourageant la collaboration et en responsabilisant les acteurs locaux, la République de Moldova peut s'assurer que les communautés rurales prospèrent et restent partie intégrante de l'identité et de l'économie de la nation.



LE GROUPE GILD VOUS SOUHAITE DE BELLES FÊTES DE FIN D'ANNÉE

Dans quelques semaines, nous nous réunirons pour célébrer les fêtes de fin d'année, des instants précieux de paix et de joie partagés avec nos proches. Cependant, alors que nous savourons ces moments, gardons dans nos cœurs ceux qui traversent de grandes épreuves, qu'il s'agisse des ravages de la guerre ou d'autres crises, avec une pensée particulière pour le peuple ukrainien. Nos pensées vont également à tous ceux qui ont été touchés par les dévastations causées par des conditions météorologiques extrêmes cet automne, nous rappelant les défis communs d'un monde interconnecté.

Que cette saison nous inspire à agir avec compassion, résilience et solidarité. Ensemble, soutenons ceux qui luttent pour la liberté, la justice et la dignité humaine, et restons résolument engagés dans la construction d'un avenir meilleur et plein d'espoir pour tous. Nous nous réjouissons à l'idée de vous retrouver très bientôt à Strasbourg !

NOS PROCHAINES RÉUNIONS: RÉUNION GILD LE 25 MARS 2025

48ÈME SESSION DU CONGRÈS: LES 25-27 MARS 2025

CONTACT: Tél: +33 3 8841 2682 email: maria.bigday[at]coe.int

Webpage: <https://www.congress-political-groups.eu/fr/5-gild/>

